

Ecrit par le 19 février 2026

Jean-Claude Bouchet : « le Vaucluse doit chasser en meute »



Jean-Claude Bouchet ou ténor de la vie politique locale. Deux fois maire de Cavaillon, trois fois député de la 2e circonscription de Vaucluse, vice-président de la CCI de Vaucluse par le passé. Entretien à quelques mois des législatives.

L'Echo du mardi : Votre engagement ne souffre-t-il pas d'une lassitude naturelle à l'égard de la vie politique ?

Jean-Claude Bouchet : Il n'y a pas de lassitude à partir du moment où vous arrivez à faire avancer les

Ecrit par le 19 février 2026

choses. J'ai passé vingt ans dans la vie économique avec la Flèche cavaillonnaise (première coopérative d'entreprises de transport, ndlr), mais également en tant que président du syndicat de transporteur routier. J'ai plusieurs fois été au contact de ministres des Transports, de droite et de gauche. Je me suis plu, j'étais utile à la création de richesses sur le territoire. J'ai ensuite voulu passer de l'autre côté de la frontière pour me lancer en politique, toujours dans le but d'être utile. Le mandat de député/maire était très intéressant en ce sens. En tant que maire, vous êtes dans le concret, vous bâtissez pour l'avenir de votre territoire. En tant que député, vous vous servez de l'expérience de terrain pour apporter un regard pratique à une loi. Quelle erreur d'avoir cédé au populisme en supprimant le cumul des mandats. Quand on regarde les députés LREM arrivés sans mandat local, on s'aperçoit qu'ils sont déconnectés de la réalité. Même si l'on se trouve dans l'opposition comme moi, faire des propositions est utile. Ce sont pour moi des semences que je laisse là-haut et qui pourront être reprises par un confrère ou une majorité.

Êtes-vous candidat pour un 4e mandat de député ?

J'ai obtenu l'investiture LR. Mais pour le moment, je n'ai pas pris de décision. J'ai à mon actif trois mandats de député, un dans la majorité et deux dans des oppositions complètement différentes. J'ai 64 ans. Comme à chaque fin de mandat, je me pose, je prends du recul et je réfléchis.

Le Vaucluse : 5e département le plus pauvre de France. Comment l'expliquez-vous ?

L'ouverture au marché commun, des produits avec une saisonnalité différente, la chute des prix, l'ouverture des magasins à succursales, autant de facteurs ayant appauvri le département. Cavaillon était autrefois une ville riche avec une quarantaine d'expéditeurs. Certains étaient des 'seigneurs', ils travaillaient durement et faisaient vivre toute la ville. Les producteurs gagnaient bien leur vie, il y avait beaucoup de flux. Tout s'est effondré dans les années 75, Cavaillon s'est retrouvée sans aucune diversification. C'est l'une des raisons qui m'a poussé à devenir maire, pour participer au redressement et donner des perspectives d'avenir. Parallèlement, il y a un manque de dynamisme de la ville d'Avignon qui est la capitale. Le Vaucluse est engoncé dans le Gard et les Bouches-du-Rhône. Il a manqué également de grands leaders politiques tel que des Gaudin par exemple. Il manquait ce charisme qui aurait pu entraîner le Vaucluse vers le haut. Une autre cause inéluctable : le dysfonctionnement pendant vingt ans du port autonome de Marseille, outil logistique numéro un dans notre région. Nous avons perdu des parts de marché au profit du port du Havre, et cela nous a détruit.

Un secteur d'activité porteur pour le département ?

Je sais une chose de par mon ancien métier : le Vaucluse est un carrefour logistique énorme. Quand vous sortez des produits, il faut que le coût logistique soit le plus minime possible. Nous sommes sur le chemin entre l'Europe du nord, et l'Italie, l'Espagne, le Maghreb. Tout transite par chez nous. Nous avons les infrastructures, l'aéroport, les gares, les TGV. Nous devons essayer d'attirer des entreprises de renommée internationale qui sont à 500, 1000 km en France et à l'étranger. En plus de l'emplacement, nous sommes une belle carte postale, entre le Luberon et le Ventoux. A 80 km nous avons Airbus, il ne s'agit pas de recréer la même société, mais nous pouvons attirer des entreprises connexes en matière de technologies et de composants. Il faut chasser en meute, cela fait vingt ans qu'on le dit. Il faut agir au



Ecrit par le 19 février 2026

côté des collectivités, de la préfecture, du Département, de la CCI, la Chambre des métiers et tous les acteurs économiques. Vous êtes plus puissant et vous ne vous tirez pas sur les pattes. Quel est l'intérêt de diviser les ressources et chasser individuellement ? Il manque un projet fédérateur pour gagner en efficacité et être plus percutant pour attirer les entreprises.

Une Bac de nuit effective début 2022 à Cavaillon et 40 CRS supplémentaires en attendant. La réponse de Gérald Darmanin suite aux fusillades à Dr Ayme est-elle suffisante ?

Je dirais oui, mais quel regret d'en être arrivé là. Quand j'ai été élu maire la première fois, Cavaillon pleurait sur son passé avec un taux de chômage de 14%. Il fallait lui redonner un avenir, redonner confiance aux gens, sortir de cette sinistrose. L'immense sentiment d'insécurité nous a conduit à doubler le nombre de policiers municipaux, dont $\frac{3}{4}$ étaient des anciens légionnaires. J'ai créé une brigade canine cynophile, multiplié par sept le nombre de caméras vidéo surveillance. En quatre ans, nous avons diminué la délinquance de 50%, chiffre officiel de l'Etat. Ceci grâce à un excellent partenariat avec les polices municipale et nationale. Le problème, c'est qu'en ayant de très bons résultats, l'Etat dans sa pénurie de moyens, envoyait ses renforts à Avignon plutôt qu'à Cavaillon. Sauf qu'en matière de drogue, la nature a horreur du vide et les trafics ont repris. L'Etat a pris conscience du désengagement des moyens et remet aujourd'hui des effectifs. Je dirais que c'est un bon moyen de temporiser cette lutte mais il a fallu insister. Au départ, les CRS étaient censés venir huit jours en cas de problème. Enfin, il faudra surveiller. La brigade ne sera pas opérationnelle en un claquement de doigts, il faudra du temps pour connaître le territoire.

Que vous inspire la CCI de Vaucluse, qui a réussi l'exploit d'être la seule Chambre consulaire de France à être suspendue pour des motifs de gouvernance et non pour des raisons budgétaires ?

L'intérêt particulier l'a emporté sur l'intérêt général. C'est une situation déplorable, irréversible en raison de la querelle de personnes. Personne n'a su élever le débat pour que la CCI conserve son rôle d'accompagnement des entreprises du territoire. Tout ça s'est déroulé dans un contexte déjà difficile, avec notamment l'Etat qui a enlevé toutes les dotations pour les verser aux CCI régionales. Une perte de pouvoir ajoutée au problème de gouvernance, la situation était compliquée. Aujourd'hui, je souhaite simplement que les personnes qui composent la nouvelle présidence aient un sens important de l'intérêt général et de l'entreprise.

Si vous deviez retenir deux projets au service de vos administrés ?

Tout d'abord, la mise en place du deuxième pont sur la Durance, qui relie Cavaillon aux Bouches-du-Rhône. Ce qui peut pénaliser une ville, c'est son manque de fluidité en raison des embouteillages. Nous avons tendance à l'oublier, si vous regardez aujourd'hui par rapport à dix ans en arrière, il n'y a plus de ralentissement important à l'entrée de Cavaillon. Deuxième point, les travaux que nous avons engagés à partir de 2009 autour de la rivière du Coulon - Calavon, pour faire face aux inondations. J'ai été élu en mars 2008, en décembre 2008, une inondation a eu lieu avec un débordement d'un mètre. J'étais tout le temps sur le terrain. Certains refusaient même de me serrer la main alors que j'étais élu depuis huit mois

Ecrit par le 19 février 2026

seulement. Il y avait tellement de procédures administratives que les choses n'avaient pas réellement avancé. J'ai donc pris le dossier à bras-le-corps. Nous sommes partis au combat avec l'administration, avec l'Etat et la préfecture. Nous sommes arrivés à remettre en route un processus pour faire des travaux et sécuriser les villes. En 2012, de nouvelles intempéries identiques à celles de 2008. Pas une goutte d'eau n'a été déversée à ce moment-là. Pari gagné.

Éric Ciotti qui soutient Eric Zemmour en cas de face-à-face avec Emmanuel Macron. La droite républicaine n'est-elle pas sujette à malaise ?

Je ne suis pas dans le commentaire des propos à résonnance médiatique. Attachons-nous au fond, non au débat de personne. Le parti LR a des positions très claires sur le régalien. Je vais prendre deux chiffres. Sous de Gaulle, les dépenses régaliennes, police, justice, représentaient 6% du PIB, aujourd'hui c'est 3%. Nous sommes passés d'une unité à la moitié, parce que les budgets ont été affectés ailleurs. Les institutions de la République doivent garantir la sécurité de chacun. Aujourd'hui, il faudrait même élever le chiffre à 7 ou 8%, car vous n'avez plus ce pilier fort de la famille, de l'éducation, du respect. L'Etat par son rôle doit subvenir aux insuffisances de chacun. Si revenir au régalien fait dire à certains que c'est de l'extrême droite, c'est à n'y rien comprendre. Notre parti n'a pas dérivé sur l'extrême droite. C'est un parti attaché au triptyque : liberté, égalité, fraternité. Dans la pratique en France, nous en sommes encore loin.

Quelle est la force de la famille LR par rapport à d'autres partis tel que LREM ?

La différence, c'est que l'engagement des Républicains repose sur un parti politique. LREM n'est pas un parti politique. Pour moi, aucune comparaison n'est possible. Le parti LR, auparavant UMP, a cette histoire ancienne, ces valeurs fondamentales, cette ligne idéologique. Emmanuel Macron a gagné l'élection, les Français ont élu un homme. Le jour où il n'y aura plus Emmanuel Macron, je ne suis pas sûr qu'un Edouard Philippe s'entende avec un François Bayrou.

Propos recueillis par Linda Mansouri

Julien Aubert : « Le Vaucluse doit miser sur la cosmétique et la pharmaceutique »

Ecrit par le 19 février 2026



C'est entre deux amendements du Projet de loi de finances que le député Julien Aubert nous accueillait dans sa permanence à Carpentras. Peinture de champs de lavande et pin's [OLF](#) épinglé sur le costume. L'enfant de Sault nous livre sa vision du Vaucluse.

Quel est le point commun entre Emmanuel Macron et Julien Aubert ? Surement pas la vision politique nous direz-vous, et pourtant. Les deux se sont retrouvés sur les mêmes bancs de l'ENA, promotion Léopold Sédar Senghor. Une similarité de parcours qui ne privera pas le député d'une âpre contestation à l'annonce du remplacement de l'institution. « Emmanuel Macron veut montrer que l'on peut supprimer un problème en supprimant le nom d'une structure », résumera le député dans les colonnes du Figaro.

Bien que le cadre LR, érigé en figure de proue de l'atome, soit né à Marseille en 1978, son héritage familial l'attire inéluctablement en Vaucluse. Le père originaire de Carpentras était pharmacien de profession. Le grand-père, Félix Aubert, fût résistant dans le Maquis Ventoux. Ce legs provençal nourrira sa croisade lancée en 2013 au service de la filière lavandicole menacée par la réglementation européenne. A Bruxelles, « la Commission était très surprise de la mobilisation provençale sur le sujet », soulignera Julien Aubert à l'issue de sa dernière visite.

Loin des bancs de l'Assemblée nationale, du crépitement des flashs et des interventions sur les plateaux TV, l'homme est ici dans son havre de paix et de tranquillité. Peut-être un peu trop ? L'ancien secrétaire adjoint LR est brillant technicien et érudit notable. Le savoir, l'un des rares privilèges capables de friser l'irritation franche en même temps qu'il suscite l'admiration la plus sincère.

Un master à l'université Johns-Hopkins de Washington, une science politique inculquée très tôt au côté d'Henri Guaino, son professeur à Sciences Po Paris, et une expertise pointue des dossiers sous le coude.

Ecrit par le 19 février 2026

Premier job ? Magistrat à la Cour des comptes. Le fervent défenseur du gaullisme témoigne également d'une certaine habileté pour s'adapter à toutes circonstances. Caméléon ou parfait « animal politique » dirait Aristote. « Je suis curieux des gens et des rencontres. Je n'aime pas refuser car j'ai toujours peur de rater une expérience », nous confie le parlementaire.



Le député en binôme avec le chef de la délégation LR au parlement européen, François-Xavier Bellamy. Crédit photo: Julien Aubert

Refaisons l'histoire

L'agriculture, tout un pan historique de l'économie vauclusienne. Pourquoi notre département est devenu le [5e plus pauvre de France](#) ? « Tout est lié à son moteur qui s'est grippé » résume l'ancien conseiller régional. « L'agriculture qui a connu son apogée au moment de l'irrigation a ensuite été victime d'une concurrence intra et extracommunautaire sur les produits. Une concurrence plus compétitive car moins chère, notamment au niveau des charges. » Résultat ? « Des populations « immigrées, parfois pas,



Ecrit par le 19 février 2026

laissées sur le carreau sans pour autant qu'il y ait une reconversion dans les services ou l'industrie. » La course à la qualité et la compétitivité dans le vin a entraîné selon le député la disparition de certaines exploitations moins rentables et laissé des terres en jachère. De l'aveu du président d'Oser la France, « le Vaucluse ne s'est guère industrialisé par rapport à d'autres départements au XIX^e siècle. »

En cause également, la modification des comportements : « ma grand-mère, il lui aurait semblait baroque de manger des tomates en hiver. C'était une génération très saine vis-à-vis de la consommation. L'argent n'allait pas vers la consommation de choses frivoles. » Nous voilà dans les années 80, changement générationnel, arrivée du 'low cost' et consommation de produits en provenance de l'autre bout du monde. « Les gens découvrent le monde, les voyages à l'étranger. Beaucoup de seniors à la retraite partent s'installer dans des coins plus chauds comme en Californie », rappelle le député. Sans compter la position de carrefour du commerce qu'occupait jadis Carpentras et qui perd alors de sa superbe.

Miser sur la naturalité

Le Vaucluse témoigne toutefois de nombreux potentiels. « Je pense que le département peut rebondir grâce à la filière de la naturalité, du bien-être, de la santé, de l'environnement. Nous sommes un territoire avec une carte de visite magnifique, je pense notamment aux huiles essentielles qui reflètent un art de vivre, souligne-t-il. Nous pouvons implanter des entreprises de cosmétique, de parfumerie ou de gastronomie. Il faudrait structurer notre agriculture mais aussi notre tourisme par rapport à cette naturalité recherchée. »

« Par ailleurs, de nouveaux métiers numériques s'implantent, un peu indépendamment de la concentration urbaine. Le numérique doit permettre d'être relié au centre des décisions. Je suis persuadé qu'avec un coup de pouce de l'Etat, demain, de jeunes start-up pourraient s'implanter dans les villages et les faire revivre car nous avons un problème démographique », poursuit le député LR.

Ecrit par le 19 février 2026



Echange en permanence de Carpentras

Des incubateurs spécialisés dans les industries de demain

Il s'interroge : « il faut se demander quelle carte doit jouer le Vaucluse ? Quand vous voyez le débat sur les huiles essentielles, le safran et toutes ces cultures de niche réintroduites... Le Vaucluse doit migrer vers des secteurs à forte valeur ajoutée tout en conservant son bastion. A-t-on besoin d'industrialiser et comment le faire intelligemment ? Aujourd'hui, ne vaut-il pas mieux accueillir les industries de demain, la nanotechnologie, la biotechnologie, pour répondre à une politique d'attractivité ? Je crois qu'il faut faire des incubateurs spécialisés dans ces industries de demain en misant sur l'avenir. »

Halte au péage !

Au chapitre tourisme, le département « a plutôt intérêt à privilégier un tourisme haut de gamme et moyen de gamme. Il faut encourager la consommation dans les hôtels, les restaurants ». Plutôt que

Ecrit par le 19 février 2026

d'autoriser tous les évènements, le député privilégierait les événements qui s'inscrivent dans cette politique d'attractivité du territoire. « Je préfère la notion de parc américain, dans lequel vous vous acquittez d'une taxe au péage destinée à entretenir le site, sans pour autant entreprendre de grosses installations, très coûteuses et bétonnées. Tout en assurant à la population locale l'accès gratuit à leur espace, pour s'adonner à des activités diverses : randonnée, vélo, balade familiale... », suggère-t-il.

Le Parc naturel régional du Mont Ventoux appelait à certaines réserves de la part du député lors de sa création. « Je pense que nous avons déjà suffisamment de strates, de couches administratives. Un bon projet est un projet dans lequel l'administration est la plus simple et claire possible, pas juste un siège avec des élus, beaucoup de réunions et beaucoup de papiers », tranche-t-il.



Pose de la première pierre du nouveau quartier cœur de ville de Sarrians



Ecrit par le 19 février 2026

Faire du Vaucluse la « plaque tournante » de Provence

Un Vaucluse atomisé, une formule qui revient régulièrement dans le débat : « c'est un département assez composite, le sud tire vers les Bouches-du-Rhône, une partie regarde vers les Alpes, une partie vers la Drôme. On manque de ciment dans ce département dont la capitale est assez décentrée. » Solution ? « Développer l'offre de transport et permettre une meilleure mobilité d'Ouest en Est. Il faut faire du Vaucluse, qui reste la porte d'entrée de Paca, la plaque tournante de Provence », propose Julien Aubert.

« Une grande partie des flux passe par le Vaucluse et pourtant ce n'est pas fluide. On devrait inciter à rouvrir un trafic passager de manière plus grande sur l'axe Avignon, Cavaillon, Cheval Blanc et Pertuis. La ligne Pertuis/Aix est aujourd'hui est fermée. Il y a des bouchons de plus en plus massifs et nous n'en tirons pas les conséquences en matière de stratégie ferroviaire, déplore l'élus. Je pense également qu'il faut travailler sur [la LEO](#), Avignon est congestionnée, prisonnière d'elle-même ».

« Rappelons-nous au début du siècle, le projet terminus du chemin de fer à Sault, nous l'avons fait jusqu'à Carpentras. L'implantation des sociétés industrielles va de pair avec l'aménagement du territoire. Sur la place du rail, nous nous sommes trompés en privilégiant le coût, reconnaît le député. Une ligne peut être en déficit, mais apporter un gain global en matière de qualité de vie. La réflexion mérite d'être posée sur la structuration de l'espace. »

« On confine la pensée à l'amélioration de ce qui existe et on ne réfléchit pas à proposer ce qui n'existe pas. »

Et de philosopher : « on a perdu la capacité à imaginer. On confine la pensée à l'amélioration de ce qui existe et on ne réfléchit pas à proposer ce qui n'existe pas. Quand les parisiens ont créé la Tour Eiffel, c'était un choc, une transgression ». Julien Aubert pointe les progrès à faire sur la manière d'innover le territoire : « en Vaucluse, il manque un trajet touristique qui traverse les Alpes et arrive vers Milan. Il manque un grand projet ferroviaire ».

Zone franche rurale et énergie solaire

Irriguer le plus haut et le plus loin possible : « Il faudrait que l'irrigation aille jusqu'à Sault ». En matière d'énergie, le soleil très présent dans le sud du Vaucluse doit jouer son rôle. « Il faudrait essayer de réorienter temporairement les agriculteurs vers du solaire, de manière à ce que l'année où la culture diminue de 70%, l'agriculteur conserve un revenu fixe qui provienne de l'énergie solaire », précise le parlementaire.

Comment attirer les jeunes ? « Je préfère le terme 'smart village', plutôt que 'smart city'. Il faut essayer d'enrayer le déclin démographique en sollicitant l'aide de l'Etat pour créer par exemple des zones franches rurales sur des zones particulièrement en déficit. Pas d'impôt pendant 10 ans pour une start-up

Ecrit par le 19 février 2026

qui s'installe sur le plateau de Sault par exemple. »



Chaque année à l'Assemblée nationale, le député organise le Salon des Saveurs du Ventoux et du Luberon.

Artificialisation des terres

L'éternel débat de l'artificialisation des terres ? « Nous avons raison de le mener, nous sommes pris dans des exigences inverses. Soit, nous décidons de densifier les villes et découleront des problèmes de criminalité, de santé publique, la hausse du prix du foncier. Soit, nous aménageons le territoire et nous

Ecrit par le 19 février 2026

en tirons les conséquences en matière de transit. En Vaucluse, la terre est rare, l'urbanisme de plus en plus serré, forcément cela contribue à l'augmentation des prix. Cela supposerait une réflexion nationale, il devrait exister une disposition dérogatoire pour lisser les prix », regrette le député LR.

Sur le sujet du zéro artificialisation des terres et notamment de la [perméabilisation des sols](#), le député a notamment proposé à l'Assemblée nationale que les ensembles commerciaux présentent à la commission départementale d'aménagement commerciale compétente un programme de végétalisation et de rétablissement de la perméabilité d'au moins 50% de la surface de leurs aires de stationnement, mis en œuvre dans les 10 ans à venir. D'abord peu enclins à le voter, les membres de la majorité ont finalement adopté une mesure de l'ordre de 100% en 2025.



Le député en compagnie des géomètres-experts de Vaucluse (échanges sur la loi ELAN et loi résilience climatique qui a créé un objectif de « zéro artificialisation nette »)

Ecrit par le 19 février 2026

Insécurité à Carpentras

Autre préoccupation majeure pour les riverains, la sécurité : « Je suis allé voir le commissaire et les riverains qui vivent en lisière m'ont fait part de ce qu'ils vivent au quotidien. En plus des tirs d'arme, certains sont harcelés, ils ne peuvent pas accéder à leur maison ou bien sont gênés par des explosions récurrentes de feux d'artifice. » Le député a récemment interpellé le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin pour demander des effectifs de police supplémentaires ainsi que de nouveaux équipements tels que des portables professionnels et des jumelles longue portée.

« Nous sommes sur l'arrière pays de Marseille, si nous n'arrachons pas les trafics, ils vont grossir et faire le lien avec les villages de Bédoin, Aubignan, Sault, etc. Si installer deux policiers en faction devant la cité des amandiers 24h/24 n'est pas possible, alors nous ne sommes pas à la hauteur du danger. Il faudrait s'interroger sur la question de police de proximité et de l'approche terrain », suggère Julien Aubert.

SOS lavande en danger

« La commission a été un peu surprise de toute cette agitation. Ceci dit, parfois il vaut mieux crier fortement avant d'avoir mal, ça permet de conjurer le sort », ainsi se décline le mantra du parlementaire au sujet des [nouvelles réglementations européennes](#). Une mobilisation qui de l'avis du député est « à la hauteur de ce que représente la lavande. C'est comme si un beau jour, une nouvelle norme interdisait l'accès à la Tour Eiffel à un Parisien. »

Julien Aubert s'est ainsi rendu à Bruxelles pour défendre l'huile essentielle et toute la filière. En binôme avec le chef de la délégation LR au parlement européen, François-Xavier Bellamy, il a rencontré les conseillers techniques de la Représentation française puis la directrice adjointe du cabinet du commissaire européen chargé de l'Environnement. Il a également mis en relation le cabinet du Commissaire avec l'Association des producteurs d'huiles essentielles de lavande et l'Union des professionnels des plantes à parfum, aromatiques et médicinales pour qu'ils soient consultés sur les futures normes.

Ecrit par le 19 février 2026



Permanence en mairie d'Apt

Le gaullisme, ce talisman magique...

Rares sont les partis politiques qui ne se drapent pas dans l'idéologie gaullienne, à grand renfort de références historiques. Un héritage tellement galvaudé qu'il en perd tout son sens. « Chacun prend du gaullisme ce qui l'intéresse. Si l'on juge que le gaullisme est la défense intransigeante des intérêts de la France, je ne suis pas sûr qu'Emmanuel Macron, qui a bradé Alstom et s'est couché devant les intérêts bruxellois au sujet de la taxonomie du nucléaire soit le meilleur représentant du gaullisme, tranche Julien Aubert. Nicolas Dupont-Aignan en est déjà plus proche, mais il le confond avec une forme de populisme. La différence est que l'on ne peut pas aller à l'encontre du peuple souverain, ni profiter de sa colère. »

Jean-Luc Mélenchon ? « Il résonne entre dominant et dominé, avec une révolte permanente du peuple d'en bas contre les élus d'en haut. Il en arrive à nier le concept même de nation. Marine Le Pen propose une vision très défensive. Dans le gaullisme, il y a cette défense des intérêts mais également une capacité



Ecrit par le 19 février 2026

visionnaire, cette volonté de miser sur l'avenir et le progrès. »

'Madame Le ministre', provocation ou déni de droit ?

« Ni l'un ni l'autre. Je n'ai rien provoqué du tout, rétorque le député. Un sujet extrêmement futile et devenu le point de fixation de tous. Alors qu'on interroge sur le financement du parc nucléaire et que la ministre Barbara Pompili n'a aucun argument pour répondre, elle part dans une théorie de bac à sable. La première fois que cela m'est arrivé, c'était en 2014. J'expliquais à madame Royale que porter à 50% le pourcentage du nucléaire dans le mix énergétique allait faire dérailler l'indépendance énergétique de la France. J'ai eu droit exactement au même type de réponse. En Français, le neutre est un masculin. 'Un' bébé ne désigne pas automatiquement un garçon. Si vous acceptez ce principe de politisation de langage, vous acceptez que l'écriture elle-même est machiste, car le masculin domine le féminin. »

« C'est comme si un beau jour, une nouvelle norme interdisait l'accès à la Tour Eiffel à un Parisien. »

Histoire de prénom : Zemmour/Aubert, même combat ?

Dans un livret de 18 propositions sur l'islam publié en 2018, Julien Aubert proposait que les candidats à la nationalité française ajoutent à leur identité un prénom adapté à la culture nationale. « Ce n'est pas du tout la même proposition qu'Eric Zemmour, nous répond le député. Il propose qu'à la naissance, vous ne puissiez choisir le prénom de votre enfant que dans une liste de prénoms existants, propres à la culture nationale. Je propose que pour ceux qui font le choix d'acquérir la nationalité française, leur soit adjoint un deuxième ou un troisième prénom tiré de cette liste de prénoms, qui leur soit possible d'utiliser ou pas. On ne vous enlève rien, on vous rajoute quelque chose qui manifeste votre entrée dans la patrie. D'un côté, vous avez une obligation, de l'autre une faculté. D'un côté, une volonté de coercition, de l'autre une volonté d'aide à l'intégration. »

Julien Aubert, des ambitions nationales ? Ministérielles ? « Je connais peu de gens qui refuseraient d'occuper la fonction de ministre. J'accepterais si on me le proposait un jour, à condition que la personne qui me nomme soit complètement en accord avec mes valeurs. »